

**COLLOQUE : REGARDS CROISES
TERRITOIRES ET PEUPLE KURDE, QUEL AVENIR ?**

Sous le haut patronage de

François ASENSI

Député, Membre de la Commission des Affaires Etrangères

Mercredi 13 novembre 2013

Salle Victor Hugo

101 rue de l'Université – Paris 7^e

15h30 - 19h30

15:15 Accueil

15:30 Discours d'ouverture

François ASENSI

Député – Membre de la Commission des Affaires Etrangères

Joël DUTTO

Animateur CNSK, Conseiller Général Honoraire, Conseiller municipal Marseille

15:45-17:15

PREMIERE TABLE RONDE

La situation des Kurdes, dans un Moyen-Orient en effervescence

Modérateur : **Yves-Jean GALLAS**

Membre du Bureau National du Mouvement de la Paix

Intervenants :

Laure MARCHAND

Journaliste

Ahmet INSEL

Professeur à l'Université Galatasaray d'Istanbul, Maître de Conférences à Paris 1

Salih MÜSLIM

Co-Président du PYD (Union Démocratique Kurde), Syrie

Selahattin DEMIRTAS

Co-président du BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie), Turquie

17:15 Pause

17:30-19

DEUXIEME TABLE RONDE

La politique de la France face à la question kurde

Modérateur : **Pascal TORRE**

Professeur des Universités

Intervenants :

Sylvie BOITEL

Avocate

Sylvie JAN

Présidente de l'association Solidarité France-Kurdistan

Mehmet ÜLKER,

Président de la FEYKA (Fédération des Associations Kurdes de France)

19:15–19H30

RESOLUTION FINALE

André METAYER

Président de l'association Amitiés Kurdes de Bretagne

Deux tables rondes pour tenter de décrypter une problématique kurde complexe en Turquie et en Syrie.

À l'initiative de la CNSK (Coordination Nationale Solidarité Kurdistan), un colloque ayant pour thème « Regards croisés : territoires et peuple kurde, quel avenir ? » se tiendra le 13 novembre sous le haut patronage de François Asensi. À cette occasion deux tables rondes vont permettre à différents intervenants plongés au cœur de la problématique kurde en Syrie et en Turquie d'apporter un éclairage sur une situation complexe.

La situation des Kurdes, dans un Moyen-Orient en effervescence

En Turquie, l'espoir, né après l'appel à la Paix et au retrait des forces militaires du PKK hors des frontières de ce pays, lancé le 21 mars dernier par Abdullah Öcalan, tend à s'atténuer. Le gouvernement de l'AKP (Parti pour la Justice et le Développement) n'a pas répondu aux attentes des Kurdes et aucune mesure significative permettant la poursuite du dialogue et du processus de Paix n'a été prise. Les procès se poursuivent à l'encontre de membres présumés du KCK et des élu(e)s du BTP, alors que dans le même temps le gouvernement soutient les groupes islamistes radicaux qui, en Syrie, attaquent les Kurdes et commettent de véritables atrocités à leur encontre.

En Syrie, la guerre civile fait rage, mais l'opposition, regroupée au sein du Conseil National Syrien, refuse d'intégrer dans son programme la reconnaissance de l'autonomie régionale pour les Kurdes.

Ces derniers ont à faire face à la fois aux forces armées gouvernementales et aux différents groupes extrémistes islamistes, tel que l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) et du Front Al-Nora, groupes affiliés à Al-Qaïda. Chaque jour, de violents combats engagent les forces militaires du PYD (Parti de l'Union Démocratique) pour empêcher ces groupes de s'emparer de villes et villages kurdes.

La Turquie a choisi son camp en armant, entraînant et finançant ces groupes terroristes qui veulent imposer un Etat islamiste en Syrie. La communauté internationale, qui reconnaît le Conseil National Syrien, ignore les Kurdes alors que ces derniers doivent faire face à deux fronts militaires et que, dans leur région, des dizaines de milliers de personnes de différentes confessions tentent de trouver refuge vers les pays voisins.

La politique de la France face à la question kurde

En France, les procès se poursuivent contre les Kurdes accusés de sympathie avec le PKK, alors que l'enquête sur l'assassinat à Paris le 9 janvier 2013 des trois militantes kurdes marque le pas. Une telle attitude de la France ne peut qu'encourager la Turquie à ne pas s'engager dans le processus de Paix.

Avec ce colloque, la CNSK souhaite apporter un éclairage sur les enjeux d'une région en plein bouleversement.

Colloque « Regards croisés : territoires et peuple kurde, quel avenir ? »

Mercredi 13 novembre de 15h30 à 19h30

Réservation avant le 10 novembre
cnskfrance.colloque@gmail.com

Participation au colloque : Inscription
et présentation d'une pièce
d'identité obligatoire

Informations pratiques

Salle Victor Hugo, 101 rue de l'Université,
75007 Paris

Metro/Invalides, lignes 8,13
Assemblée Nationale, ligne 12
RER/Invalides, ligne C

Amis du Peuple Kurde en Alsace - Amitiés Corse Kurdistan - Amitiés Kurdes de Bretagne (AKB) - Amitiés kurdes de Lyon et Rhône-Alpes - Association Iséroise des Amis des Kurdes (AIAK) - Association Solidarité France Kurdistan - Fédération des Associations Kurdes en France (FEYKA) - Hauts-de-Seine Kurdistan - Mouvement de la Paix - MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) - Parti Communiste Français (PCF) - Solidarité et Liberté (Marseille) - Union Démocratique Bretonne (UDB) - Nouveau parti Anticapitaliste (NPA) - Mouvement Jeunes Communistes de France